

BRÈVES SECTORIELLES

États-Unis

Une publication du SER des États-Unis
N°2024-25 du 28 juin 2024

Sommaire

Commerce et sanctions

1. Le Département du Trésor précise le mécanisme de contrôle des investissements sortants
2. Le Département du Commerce interdit à la vente les logiciels du groupe russe Kaspersky
3. Les États-Unis, le Japon et la Corée du Sud renforcent leur coopération économique
4. Le Congrès et le secteur privé américains appellent l'administration à agir contre la taxe canadienne sur les services numériques
5. L'administration Biden lance un groupe d'action interagences sur la diplomatie économique

Climat – énergie – environnement

6. L'administration Biden annonce la publication de plans d'adaptation climatique mis à jour pour une vingtaine d'agences fédérales
7. Le Département de l'Énergie et l'Agence de protection de l'environnement annoncent 850 M\$ pour réduire les émissions de méthane provenant du secteur pétrolier et gazier

Transport et infrastructure

8. Le Département des Transports octroie 60 M\$ en faveur de la connectivité des véhicules

Industrie

9. Air Liquide prévoit d'investir 850 M\$ au Texas pour fournir un site de production d'hydrogène d'Exxon Mobil

Distribution et divertissement

Brèves

Agriculture et industrie agroalimentaire

10. L'USDA propose un règlement qui précise et facilite la protection des éleveurs contre les pratiques commerciales déloyales

Numérique et innovation

11. L'État de New York interdit les algorithmes de recommandations pour les mineurs
12. La Cour suprême rejette la plainte républicaine concernant les échanges entre l'administration et les plateformes

Santé

13. Amazon renforce son service de télésanté dans une nouvelle offre Amazon One Medical

Vous pouvez retrouver les publications du SER, dont le Washington Wall Street Watch, [ici](#).

Commerce et sanctions

1. Le Département du Trésor précise le mécanisme de contrôle des investissements sortants

Le Département américain du Trésor a [publié](#) le 21 juin une proposition de réglementation (Notice of Proposed Rulemaking – NPRM) visant à mettre en œuvre le [décret présidentiel](#) du 9 août 2023 créant un mécanisme de contrôle des investissements sortants vers la Chine, Hong Kong et Macao. Pour rappel, ce mécanisme est présenté comme visant à empêcher que des investissements américains ne contribuent au renforcement des capacités militaires chinoises, en se concentrant sur trois secteurs identifiés comme présentant un enjeu pour la sécurité nationale des États-Unis : les semi-conducteurs avancés, le quantique et l'intelligence artificielle. Le futur mécanisme fonctionnera sur un système à deux niveaux : (i) une obligation de notification pour certains investissements et (ii) une interdiction pour d'autres.

La proposition de réglementation publiée par le Département du Trésor vient préciser les contours envisagés du dispositif, tels que présentés dans l'avis préalable (ANPRM) [publié](#) en même temps que le décret présidentiel puis soumis à une procédure de commentaires publics qui s'est achevée à la fin du mois de septembre 2023 [voir [Brèves sectorielles du 6 octobre 2023](#)].

Le Département du Trésor apporte des précisions sur le champ des systèmes d'intelligence artificielle qui seront visés par le mécanisme, en fonction de la puissance de calcul. La proposition de réglementation détaille également (i) dans quelle mesure le Département du Trésor pourrait estimer qu'une personne a connaissance (« *knowledge* ») d'une transaction susceptible de faire l'objet d'un contrôle et (ii) les modalités d'interdiction pour toute entité américaine (« *US person* ») de diriger sciemment (« *knowingly directing* ») une transaction interdite au travers d'une entité étrangère qu'elle contrôle. Sur le plan géographique, la proposition de réglementation indique que certaines transactions impliquant une personne d'un pays tiers pourraient bénéficier d'une exception automatique si la Secrétaire au Trésor considère que ce pays tiers dispose d'outils suffisamment robustes pour réglementer les investissements sortants pouvant contribuer au renforcement des capacités de « pays préoccupants ».

Cette proposition de réglementation est soumise à commentaires publics jusqu'au 4 août. Le mécanisme n'entrera en vigueur qu'après la publication de la règle finale par le Département du Trésor, qui pourrait intervenir d'ici la fin de l'année 2024.

2. Le Département du Commerce interdit à la vente les logiciels du groupe russe Kaspersky

Le 20 juin, le Département du Commerce a [annoncé](#) des mesures interdisant à l'entreprise Kaspersky Lab, filiale américaine du groupe de cybersécurité russe AO Kaspersky Lab, de commercialiser des solutions anti-virus ou des produits de cybersécurité sur le marché américain, estimant que ces derniers posaient d'importants risques pour la sécurité nationale américaine. Les utilisateurs américains de ces solutions pourront continuer à utiliser les produits commercialisés par Kaspersky Lab mais ils ne pourront plus réaliser les mises à jour de ces produits après le 29 septembre. Cette interdiction a été prononcée sur la base d'un décret présidentiel [adopté](#) en 2019 par l'administration Trump puis [étendu](#) en juin 2021 par l'administration Biden, qui sert également de base juridique à l'enquête en cours sur les véhicules connectés utilisant des technologies chinoises, lancée en février dernier par l'administration [voir [Brèves sectorielles du 1^{er} mars 2024](#)].

En outre, le Bureau of Industry and Security du Département du Commerce a placé deux filiales russes et une filiale britannique de Kaspersky sur l'Entity List, rendant obligatoire pour toute entité américaine désireuse d'exporter des produits vers ces filiales d'obtenir une licence des autorités américaines (qui traiteront ces demandes avec une « présomption de refus »). Ces trois filiales sont accusées d'officier au profit des services de renseignement russes.

Le Département du Trésor américain a également [adopté](#) des sanctions contre 12 individus exerçant des responsabilités au sein de la direction de la société mère AO Kaspersky Lab, accusés d'avoir participé à des activités cybermalveillantes à l'encontre d'infrastructures critiques américaines.

3. Les États-Unis, le Japon et la Corée du Sud renforcent leur coopération économique

Dans le prolongement de l'accord trilatéral conclu par les présidents américain, japonais et sud-coréen à Camp David [voir [Brèves sectorielles du 25 août 2023](#)], les ministres du Commerce des trois pays se sont entretenus à Washington le 26 juin. Les trois ministres ont [affiché](#) leur volonté de « renforcer la résilience des chaînes d'approvisionnement dans des secteurs clés, notamment les semi-conducteurs et les batteries », en renforçant leur collaboration dans le domaine des technologies propres, y compris l'hydrogène. Dans le domaine des minéraux critiques, les trois pays se sont engagés à encourager le développement des technologies liées aux éléments des terres rares (ETR) et à bâtir des chaînes d'approvisionnement stables, notamment pour les aimants permanents. Les États-Unis, le Japon et la Corée du Sud souhaitent également accroître leurs efforts visant à « élaborer des normes internationales et à garantir une utilisation sûre, sécurisée et digne de confiance de l'intelligence artificielle » et renforcer leur coordination en matière de contrôle export, à travers le Disruptive Technology Protection Network

associant les trois pays. Les représentants des trois pays ont enfin affiché leur soutien à une « coopération à long terme entre partenaires » afin de rendre opérationnel le Cadre économique pour l'Indopacifique (IEPF).

Les trois ministres ont également [échangé](#) avec la vice-présidente exécutive de la Commission européenne Margrethe Vestager, affirmant notamment leur objectif commun de favoriser le développement de chaînes d'approvisionnement « fiables et résilientes » dans des secteurs-clés.

En marge de la trilatérale, la Secrétaire au Commerce Gina Raimondo a reçu son homologue nippon Ken Saito afin d'évoquer leurs relations commerciales bilatérales et les principaux enjeux auxquels les deux économies sont confrontées. Parmi ceux-ci, le communiqué issu de l'entretien [mentionne](#) « l'instrumentalisation des dépendances économiques et le recours à des politiques et pratiques non marchandes pour certaines sources d'approvisionnement en biens stratégiques », qui « continuent de créer des capacités excédentaires et posent un risque grave pour la sécurité économique et nationale dans les économies développées et en développement ». À cet égard, G. Raimondo et K. Saito se sont accordés pour mettre en œuvre des mesures destinées à « accroître la résilience des chaînes d'approvisionnement stratégiques », conformément aux principes sur les chaînes d'approvisionnement résilientes et fiables [agréés](#) lors du sommet du G7 à Hiroshima en mai 2023. Ils ont également discuté d'un renforcement de leur coopération bilatérale dans le domaine du contrôle export et en matière d'approvisionnement en gallium, germanium et graphite.

Enfin, la Représentante américaine au Commerce Katherine Tai s'est également [entretenu](#) le 27 juin avec K. Saito, les deux représentants réitérant « l'importance de continuer à travailler ensemble pour prendre des mesures efficaces contre les politiques et pratiques non marchandes des pays tiers, y compris la coercition économique et les surcapacités existantes et en cours d'apparition rapide dans plusieurs secteurs ».

4. Le Congrès et le secteur privé américains appellent l'administration à agir contre la taxe canadienne sur les services numériques

L'adoption par le parlement canadien le 19 juin d'une loi visant à mettre en place une taxe sur les services numériques (TSN) a provoqué de nombreuses réactions aux États-Unis. Le Président et le *ranking member* de la Commission des Finances du Sénat, Ron Wyden (D-Oregon) et Mike Crapo (R-Idaho), ont [indiqué](#) le 20 juin à Politico avoir déjà « signifié à l'administration qu'elle dispos[ait] des outils nécessaires pour lutter contre les taxes discriminatoires imposées sur les Américains ». Ils ont précisé que l'« administration s'[était] dite prête à considérer tous ces outils » et ont appelé celle-ci à faire preuve désormais de « sa volonté de les utiliser ».

Le secteur privé américain a également fait part de ses préoccupations à l'égard de la mesure canadienne. Avant même son adoption par le parlement canadien, le 10 juin, plusieurs groupes représentant les intérêts de grandes entreprises américaines ont adressé une lettre à la Représentante américaine au Commerce (USTR) Katherine Tai l'[appelant](#) à ouvrir une enquête au titre de la Section 301 du Trade Act de 1974 contre la TSN canadienne. En cas de conclusions positives sur l'existence d'une pratique contraire aux engagements commerciaux du Canada, la Section 301 autoriserait l'USTR à prendre des mesures de rétorsion contre ce pays, sous la forme de droits de douane ou d'autres mesures restrictives. Le 20 juin, la Computer & Communications Industry Association (CCIA), qui compte notamment parmi ses membres les géants du numérique Amazon, Apple, Google et Meta, a [estimé](#) que la taxe canadienne pourrait coûter jusqu'à 2,3 Md\$ par an aux entreprises américaines et provoquer la perte de « milliers d'emplois américains ». La CCIA a déclaré que « le temps [était] venu d'annoncer des actions », sans quoi « d'autres pays suiv[raient] l'exemple du Canada ».

5. L'administration Biden lance un groupe d'action interagences sur la diplomatie économique

La Maison-Blanche a [annoncé](#) le 21 juin la création d'un « groupe d'action sur la diplomatie économique » (Economic Diplomacy Action Group, EDAG). Selon le communiqué [publié](#) le 24 juin par le Département d'État, la mise en place de l'EDAG découle du Championing American Business through Diplomacy Act, adopté par le Congrès en 2019 et visant à « promouvoir la compétitivité américaine en renforçant le soutien du gouvernement au secteur privé américain au niveau international ».

Ce groupe d'action sera présidé par le Secrétaire d'État américain, « en étroite consultation avec la Secrétaire américaine au Commerce et la Représentante américaine au Commerce [USTR] ». Aux termes de la loi, le Président des États-Unis pourra aussi nommer à l'EDAG des hauts fonctionnaires de l'Agence des États-Unis pour le Développement international (USAID), du Département de l'Agriculture (USDA), du Département du Trésor, de la Banque américaine d'import-export (Ex-Im Bank) et de « toute autre agence de l'exécutif [considérée] comme participant de manière substantielle au renforcement des capacités commerciales et aux efforts d'assistance connexes dans les pays en développement ».

Selon le communiqué du Département d'État, l'EDAG aura pour mission d'assurer que la politique étrangère des États-Unis « continue de créer des opportunités pour les entreprises américaines au niveau mondial et attire des investissements étrangers aux États-Unis dans des secteurs vitaux pour la sécurité nationale ». Le groupe d'action sera aussi chargé de promouvoir les priorités économiques américaines, notamment en matière de résilience des chaînes d'approvisionnement et de renforcement des partenariats avec les alliés des États-Unis. Afin de servir sa mission de promotion des exportations américaines, l'EDAG créera aussi un comité dédié,

constitué de « représentants du secteur privé, des syndicats et d'autres organisations ».

Brèves

- Le 24 juin, la Représentante américaine au Commerce (USTR) Katherine Tai a [annoncé](#) avoir formellement demandé au Mexique de vérifier que les droits d'association et de négociation collective des travailleurs d'une usine de production de munitions située à Cuernavaca étaient respectés. Il s'agit du 24^e cas d'activation par les États-Unis du Mécanisme de réponse rapide (MRR) de l'Accord États-Unis-Mexique-Canada (USMCA).
- Le 26 juin, la Commission des Appropriations de la Chambre des Représentants a [présenté](#) une proposition de budget fédéral pour l'année 2025. Introduite par les Républicains de cette commission, cette proposition prévoit une réduction significative des budgets alloués à plusieurs agences en charge des questions commerciales. Le Département américain du Commerce ne recevrait ainsi que 9,8 Md\$ (au lieu des 11,2 Md\$ alloués en 2024), dont 186,7 M\$ au lieu de 191 M\$ pour le Bureau of Industry and Security (BIS), en charge notamment de la mise en œuvre des mesures de contrôle-export. Le Bureau de la Représentante américaine au Commerce (USTR) ne recevrait que 53 M\$ au lieu des 61 M\$ alloués en 2024.
- Le 25 juin, le Département américain du Trésor a [adopté](#) des sanctions à l'égard de 50 entités et individus accusés de faire partie d'un réseau permettant au ministère de la Défense et au corps des gardiens de la révolution islamique iraniens d'accéder au système financier international, en violation des sanctions américaines en vigueur. Ce réseau aurait notamment permis de soutenir le transfert de drones de conception iranienne au profit de la Russie dans le cadre de l'invasion en Ukraine.

Climat – énergie – environnement

6. L'administration Biden annonce la publication de plans d'adaptation climatique mis à jour pour une vingtaine d'agences fédérales

Le 20 juin, la Maison-Blanche a [indiqué](#) la publication par plus d'une vingtaine d'agences fédérales de mises à jour de leur Plan d'adaptation climatique, élargissant les efforts de ces agences pour garantir que leurs installations, leurs employés, leurs ressources et leurs opérations soient de plus en plus résilients aux impacts du changement climatique comme aux conditions météorologiques extrêmes.

En coordination avec le Conseil de la qualité de l'environnement (CEQ) de la Maison-Blanche et l'Office de la gestion et du budget (OMB), les agences ont mis à jour leurs plans d'adaptation climatique pour les années 2024 à 2027 afin de mieux intégrer le risque climatique dans leur mission, leurs opérations et la gestion de leurs actifs.

Ce travail s'inscrit dans le Cadre national sur la résilience climatique, qui aide à aligner les investissements en matière de résilience climatique dans les secteurs public et privé grâce à des principes communs et des opportunités d'action. Ces efforts sont soutenus par le programme Investing in America, par lequel plus de 50 Md\$ sont alloués pour faire progresser l'adaptation et la résilience climatiques à travers le pays.

Le communiqué rappelle que les agences fédérales ont publié leurs premiers plans d'adaptation climatique en 2021 et leurs premiers rapports d'étape décrivant les progrès réalisés pour atteindre leurs objectifs d'adaptation en 2022. Selon la Maison-Blanche, avec plus de 300 000 bâtiments, 4 millions d'employés, 640 millions d'hectares de terres publiques et 700 Md\$ d'achats annuels de biens et de services, le gouvernement fédéral doit continuer à être un leader et un partenaire dans la promotion de l'adaptation et de la résilience.

7. Le Département de l'Énergie et l'Agence de protection de l'environnement annoncent 850 M\$ pour réduire les émissions de méthane provenant du secteur pétrolier et gazier

Le 21 juin, le Département de l'Énergie (DoE) a [annoncé](#) 850 M\$ de financement fédéral pour des projets qui aideront à surveiller, mesurer, quantifier et réduire les émissions de méthane des secteurs pétrolier et gazier. Les installations pétrolières et gazières sont la plus importante source industrielle de méthane du pays, un « super polluant » climatique beaucoup plus puissant que le dioxyde de carbone, qui est responsable d'environ un tiers du réchauffement en cours dû aux gaz à effet de serre.

Cette annonce vise quatre principaux objectifs :

- Aider les petits exploitants à réduire considérablement les émissions de méthane provenant des opérations pétrolières et gazières ;
- Accélérer la réparation des fuites de méthane des puits à faible production et le déploiement de solutions technologiques commerciales précoces pour réduire les émissions de méthane des équipements nouveaux et existants ;
- Améliorer l'accès des communautés aux données empiriques et leur participation à la surveillance ;
- Améliorer la détection et la mesure des émissions de méthane provenant des opérations pétrolières et gazières à l'échelle régionale, tout en assurant la cohérence des données à l'échelle nationale, grâce à la création de partenariats de collaboration.

Brèves

- Le 20 juin, la Maison-Blanche a [indiqué](#) prendre de nouvelles mesures pour conserver, restaurer et étendre les forêts anciennes avec une proposition du service forestier du Département américain de l'Agriculture (USDA) visant à modifier les 128 plans de gestion des terres forestières. La modification proposée s'appuiera sur la meilleure science disponible, y compris les connaissances des communautés autochtones, pour élaborer des stratégies de gestion visant à conserver, restaurer et cultiver les forêts anciennes. Le communiqué indique que les forêts américaines absorbent le dioxyde de carbone correspondant à plus de 10 % des émissions annuelles de gaz à effet de serre des États-Unis.
- Le 25 juin, l'Agence américaine d'information sur l'énergie (US EIA) a [indiqué](#) que les distributeurs d'électricités rapportent utiliser les batteries le plus souvent pour « l'arbitrage », devant l'objectif de stabilité du réseau (régulation de fréquence, gestion de l'excès de production solaire ou éolienne, écrêtement des pointes du système). « L'arbitrage » désigne une stratégie d'utilisation des batteries pour acheter et stocker l'électricité lorsque les coûts sont bas, et la revendre lorsque les prix sont plus élevés. À la fin 2023, les services publics d'électricité aux États-Unis ont déclaré exploiter 575 batteries d'une capacité collective de 15,8 GW. L'US EIA s'attend à ce que la capacité des batteries américaines fasse plus que tripler, ajoutant 36,0 GW d'ici la fin de 2028.
- Le 26 juin, l'Agence américaine d'information sur l'énergie (US EIA) a [indiqué](#) qu'alors que la capacité de production éolienne a augmenté dans le Midwest, les opérateurs de réseau ont de plus en plus restreint la production éolienne en raison de l'offre excédentaire et de la congestion du réseau. Les opérateurs de réseau ont réduit une moyenne horaire de 800 MW de production éolienne dans le Midwest l'année dernière, contre moins de 200 MW en 2019. L'US EIA rappelle que l'éolien (avec le solaire) est la première source réduite car moins cher et plus rapide à arrêter et redémarrer que les autres sources de production.
- Le 26 juin, l'Agence américaine d'information sur l'énergie (US EIA) a [indiqué](#) que la production d'énergie aux États-Unis a dépassé la consommation d'énergie d'un montant record en 2023. L'année dernière, la production d'énergie a augmenté de 4 % pour atteindre un niveau record. La consommation d'énergie aux États-Unis a quant à elle diminué de 1 % au cours de la même période. L'augmentation de la production totale d'énergie aux États-Unis est principalement attribuable à la croissance de la production de gaz naturel et de pétrole brut. La production de gaz naturel sec a augmenté de 4 % en 2023 (+58 % depuis 2013). La production de pétrole brut a augmenté de 9 % par rapport à 2022 (+69 % depuis 2013). La

production d'énergie à partir de sources renouvelables a augmenté de 1 % par rapport à 2022 (+28 % depuis 2013). La production d'énergie solaire a augmenté de 15 % l'année dernière et la production d'énergie de biomasse a augmenté de près de 2 %. Enfin, la production éolienne a diminué de 2 % l'année dernière, en raison de vitesses de vent plus lentes.

Transport et infrastructure

8. Le Département des Transports octroie 60 M\$ en faveur de la connectivité des véhicules

Le 20 juin, l'administration fédérale des routes (FHWA) a octroyé un financement de 60 M\$ dans le cadre du programme « Saving Lives with Connectivity » portant sur l'accélération du développement des technologies de connectivité des véhicules entre eux, avec les infrastructures ou tout autre dispositif communiquant, dite connectivité « V2X » (*vehicule-to-everything*).

Ce programme met l'accent sur le potentiel de ces technologies pour réduire la mortalité routière tout en garantissant la sécurité des communications entre tous les appareils.

Ce financement est réparti entre 3 projets qui constitueront des modèles en vue d'un éventuel déploiement à l'échelle nationale :

- 19,6 M\$ ont été accordés au Département des Transports du comté de Maricopa en Arizona (incluant la ville de Phoenix) pour mettre en place un dispositif V2X visant à améliorer la détection des usagers vulnérables (piétons et cyclistes) et à faciliter la gestion des priorités de circulation conditionnelles applicables aux véhicules d'urgence, de transport en commun et de transport routier de marchandises ;
- 19,2 M\$ seront versés au Texas A&M Transportation Institute pour déployer un système V2X dans le Grand Houston et à College Station ainsi que sur les corridors reliant ces deux aires urbaines. Le projet entend améliorer la sécurité, l'efficacité et la mobilité générale de l'ensemble des usagers de la route, en veillant notamment à la protection des usagers vulnérables aux intersections, la fluidification du passage des véhicules d'urgence, l'optimisation des itinéraires des transports en commun ainsi qu'à la sécurisation des ouvriers intervenant sur les zones de travaux ;
- 20 M\$ bénéficieront au Département des Transports de l'Utah pour déployer les technologies V2X sur plusieurs sites à travers l'Utah, le Colorado (incluant la ville de Denver) et le Wyoming, qui recouvrent une large variété de situations notamment en termes de démographie, d'organisation administrative et de réseaux de transports. Le projet aura pour objectif de démontrer les apports de la connectivité V2X sur les enjeux de sécurité, de mobilité et d'environnement, à travers des applications telles que les

carrefours connectés, l'information voyageur, les avertissements de ralentissement et autres alertes de sécurité.

Brèves

- Le 24 juin, l'administration au sein du Département des Transports chargée de la sécurité du transport de matières dangereuses (Pipeline and Hazardous Materials Safety Administration – PHMSA) a [publié](#) un règlement final imposant aux opérateurs de trains de fret de documenter au format électronique et en temps réel les acheminements de matières dangereuses. Les informations requises incluent notamment la quantité et le positionnement de ces produits dans leurs convois, l'origine et la destination des trains, les informations utiles en cas d'intervention d'urgence et les coordonnées des points de contact d'urgence désignés par la compagnie ferroviaire. Dès la survenue d'un incident, ces informations devront être systématiquement communiquées aux services d'intervention et de secours, notamment les pompiers.

Industrie

9. Air Liquide prévoit d'investir 850 M\$ au Texas pour fournir un site de production d'hydrogène d'Exxon Mobil

Le 24 juin, Air Liquide a [annoncé](#) un accord préliminaire avec Exxon Mobil pour fournir le plus grand projet d'hydrogène bas carbone d'Amérique à Baytown, dans le Texas. L'accord prévoit un investissement de 850 M\$ d'Air Liquide afin de construire et exploiter l'infrastructure Air Liquide Baytown Low Carbon Platform, composée de quatre unités de séparation des gaz de l'air. Air Liquide prévoit de fournir 9 000 tonnes d'oxygène par jour et jusqu'à 6 500 tonnes d'azote bas carbone par jour à Exxon Mobil, ainsi que la production d'autres gaz (argon, krypton, xénon) pour les industries situées dans la région du Texas, afin de renforcer son positionnement sur le segment des gaz rares. Selon la communication des deux entreprises, les quatre unités envisagées consommeront 25 % d'électricité en moins par tonne d'oxygène produite par rapport aux unités présentes sur le marché. En outre, le site d'Air Liquide devrait être alimenté en énergies renouvelables et bas carbone, permettant une réduction de l'empreinte carbone des deux tiers. Selon [Exxon Mobil](#), ce nouveau site de production devrait capter et stocker 7 millions de tonnes de CO₂ par an, soit 98 % des émissions générées par le processus de production d'hydrogène. Le calendrier de réalisation du projet par Exxon Mobil et de l'investissement par Air Liquide reste toutefois conditionné à l'obtention par Exxon Mobil des autorisations nécessaires du Département de l'Énergie (DoE) ainsi que de l'attribution de subventions dans le cadre de l'Inflation Reduction Act (IRA).

Brèves

- Le 26 juin, le Département du Commerce (DoC) a [annoncé](#) une subvention de 75 M\$ à l'entreprise américaine Entegris dans le cadre du CHIPS Act. Cette subvention doit permettre à Entegris de créer un nouveau site industriel à Colorado Springs visant à accélérer la production des Front Opening Unified Pods (FOUPs), qui permettent un conditionnement sécurisé des *wafers* au cours du processus de fabrication des semi-conducteurs, et à développer la production de produits chimiques filtrants et de purificateurs destinés à réduire les risques de contamination lors de la production. Cette subvention devrait occasionner la création de 600 emplois manufacturiers et 500 emplois dans la construction d'ici 2030. En sus, Entegris a confirmé vouloir bénéficier du crédit d'impôt de 25 % prévu par le CHIPS Act.

Distribution et divertissement

Brèves

- Le 25 juin, l'International Alliance of Theatrical Stage Employees (IATSE), qui représente un ensemble de 13 syndicats regroupant 50 000 salariés, est parvenu à un accord avec l'Alliance of Motion Picture and Television Producers (AMPTP), qui regroupe les principaux studios hollywoodiens. Cet accord-cadre de trois ans prévoit une augmentation des salaires ainsi qu'un cadrage renforcé de l'utilisation de l'intelligence artificielle dans l'industrie du cinéma. Il intervient dans un contexte de tensions dans l'industrie du cinéma américaine, perturbée pendant plusieurs mois en 2023 lors de la grève des scénaristes, alors que l'IATSE bénéficiait d'un [soutien](#) important de personnalités pour mener ces négociations.
- Le 26 juin, l'entreprise française Pixid, qui propose des services informatiques aux agences d'intérim et de recruteurs, a [racheté](#) l'entreprise américaine VectorVMS pour 50 M\$. Moins d'un an après l'ouverture de son premier bureau aux États-Unis à Dallas, ce rachat permettra à Pixid de bénéficier d'un meilleur accès au marché du travail hospitalier ainsi qu'aux Managed Services Providers, intermédiaires œuvrant pour les grands groupes afin d'identifier dans les agences des profils pertinents. Avec ce rachat, Pixid emploiera désormais 300 employés avec une présence dans 38 pays.

Agriculture et industrie agroalimentaire

10. L'USDA propose un règlement qui précise et facilite la protection des éleveurs contre les pratiques commerciales déloyales

Le Département de l'Agriculture des États-Unis (USDA) a [publié](#) une proposition de règlement afin de mieux combattre les pratiques commerciales déloyales que peuvent appliquer certains transformateurs à l'égard des producteurs, dans les secteurs du bétail, de la viande et de la volaille.

Ce nouveau règlement viendra renforcer et préciser les dispositions du [Packers and Stockyards Act](#) et s'inscrit dans la poursuite des efforts de l'administration Biden engagés depuis juillet 2021 avec la publication du [décret présidentiel](#) sur le renforcement de la concurrence dans l'économie américaine.

Jusqu'à maintenant, pour dénoncer une pratique déloyale, un éleveur devait prouver qu'elle faisait du tort à l'ensemble du marché concerné. Ce nouveau règlement [définit](#) précisément ce qui est une pratique déloyale et permettra aux éleveurs de former plus facilement un recours devant le juge. Selon l'USDA, une pratique sera considérée comme déloyale si elle i) cause ou risque de causer un préjudice significatif à un ou plusieurs acteurs du marché, ii) est inévitable pour les participants concernés et iii) ne peut être légitimée, par la partie mise en cause, par des bénéfices compensatoires supérieurs au préjudice subi par le requérant.

La proposition de règlement de l'USDA a suscité des réactions contrastées au sein du monde agricole. Les défenseurs de la lutte contre les monopoles et certains éleveurs, tels que l'association des éleveurs de volailles sous contrat de l'Alabama, soutiennent l'initiative. En revanche, d'autres organisations professionnelles, comme la National Cattlemen's Beef Association, s'y opposent. L'industrie de transformation, représentée par le Meat Institute, [conteste](#) fortement cette proposition et dénonce une intrusion contreproductive de l'administration dans le libre jeu du marché, craignant qu'elle n'ait un effet négatif pour toutes les parties prenantes, du producteur jusqu'au consommateur.

Brèves

- Le Farm Bureau a [publié](#) une analyse des coûts des aliments nécessaires pour organiser un barbecue pour 10 personnes, comparant les prix de cette année à ceux des années précédentes. Cette analyse révèle un coût record en 2024, à 71 \$ en moyenne, contre 68 \$ en 2023 et 70 \$ en 2022. Ce record s'inscrit dans une tendance haussière observée ces dernières années (+30 % au cours des cinq dernières années),

mettant en lumière l'impact de l'inflation des produits alimentaires.

Numérique et innovation

11. L'État de New York interdit les algorithmes de recommandations pour les mineurs

Le 21 juin, l'État de New York est devenu le premier aux États-Unis à proscrire les algorithmes de recommandations personnalisées destinés aux enfants sur les réseaux sociaux. La gouverneure démocrate, Kathy Hochul, a [promulgué](#) la loi « SAFE Kids Act », interdisant ces algorithmes pour les utilisateurs de moins de 18 ans sauf autorisation parentale explicite. Cette législation, qui se distingue de celles des autres États par son accent mis sur les mécanismes algorithmiques plutôt que sur le contenu, entrera en vigueur six mois après que le bureau de la procureure générale de New York, Letitia James, aura établi les réglementations nécessaires. NetChoice, un groupe de défense de l'industrie technologique incluant X et Meta, a [critiqué](#) la loi comme étant anticonstitutionnelle, soutenant que ces algorithmes sont protégés par le Premier Amendement.

12. La Cour suprême rejette la plainte républicaine concernant les échanges entre l'administration et les plateformes

Le 26 juin, la Cour suprême des États-Unis a [rendu](#) son verdict dans l'affaire Murthy v. Missouri, rejetant les tentatives républicaines d'imposer des restrictions sur la manière dont l'administration peut interagir avec les plateformes de réseaux sociaux. Les plaignants, incluant les procureurs généraux des États du Missouri et de la Louisiane, soutenaient que le gouvernement avait exercé une pression illégale pour faire retirer des publications considérées comme de la désinformation, notamment sur les vaccins contre le COVID-19 et les fraudes électorales.

Par une décision de 6 contre 3, la Cour a annulé la décision de la Cour d'appel du cinquième circuit qui avait initialement conclu que l'administration avait probablement enfreint le Premier Amendement de la Constitution, qui protège la liberté d'expression. La Cour suprême, dans son jugement rédigé par la juge Amy Coney Barrett, a conclu que les plaignants n'avaient pas réussi à démontrer un lien concret entre les actions des fonctionnaires et un préjudice direct subi, nécessaire pour justifier une capacité à poursuivre. Elle a renvoyé l'affaire aux juridictions inférieures pour une nouvelle décision conforme à l'avis de la Cour suprême.

Brèves

- En réaction aux procédures [initiales](#) par la Commission européenne pour non-conformité avec le Digital Markets Act (DMA), Apple a [annoncé](#) que certaines fonctionnalités d'intelligence artificielle, notamment l'accès à ChatGPT prévu pour septembre sur iOS, ne seraient pas disponibles pour les utilisateurs européens de l'iPhone, citant des inquiétudes liées à la sécurité et à la confidentialité imposées par le DMA.
- La Federal Trade Commission a [conclu](#) un accord avec Avast, interdisant la vente de données de navigation web pour la publicité et imposant une amende de 16,5 M\$. Avast est accusé d'avoir vendu ces données sans consentement adéquat et en contradiction avec ses promesses de protection de la vie privée.

Santé

13. Amazon renforce son service de télésanté dans une nouvelle offre Amazon One Medical

Le géant du commerce en ligne [intègre](#) désormais son service de télésanté Amazon Clinic dans sa plateforme de cliniques de soins courants One Medical, [acquise](#) en février 2023 pour 3,9 Md\$.

L'entreprise avait lancé Amazon Clinic en novembre 2022 en tant que clinique médicale virtuelle destinée à fournir des soins pour des problèmes de santé courants. En août 2023, Amazon a étendu Amazon Clinic à l'ensemble des 50 États, y compris avec des visites vidéo avec des prestataires sur le site web et l'application mobile d'Amazon. Amazon Clinic fonctionnait sous l'égide d'Amazon Health, qui comprenait également One Medical et Amazon Pharmacy.

Amazon Health a désormais été rebaptisé [Amazon One Medical](#) et offre un service de télésanté avec paiement à la visite pour plus de 30 infections courantes, telles que la conjonctivite, la grippe ou l'infection des sinus. Les clients ont également la possibilité d'adhérer à Amazon One Medical sur la base d'un abonnement mensuel ou annuel pour des soins virtuels à la carte et la possibilité de prendre des rendez-vous le jour même ou le lendemain dans les bureaux de One Medical. Amazon One Medical gère plus de 150 cliniques physiques de soins courants à travers les États-Unis.

Brèves

- Amazon Web Services a [annoncé](#), le 26 juin s'engager à verser 10 M\$ pour financer la recherche sur les maladies rares pédiatriques, y compris le cancer. Cet engagement financier sera d'abord alloué sous la forme de trois subventions de 1 M\$ à l'hôpital national pour enfants de Washington, à l'hôpital pour enfants Nationwide de Columbus, dans l'Ohio, et au réseau des tumeurs cérébrales de l'enfant, situé à l'hôpital pour enfants de Philadelphie – structures hospitalières qui utilisent les logiciels AWS.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Washington
washington@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER des États-Unis
Abonnez-vous [ici](#)